

Pour comprendre la crise : aux sources de la richesse et de la valeur

Jean-Marie Harribey

Revue Espaces Marx, n° 31, second semestre 2011-premier semestre 2012, p. 69-86

La crise que traverse le capitalisme depuis 2007 est inédite par son ampleur – elle atteint tous les pays puisque le capital est désormais mondialisé – et par sa multidimensionnalité – elle est financière, économique, sociale, écologique et finalement politique –. Elle traduit les contradictions d'un mode de production qui s'est étendu à la quasi-totalité des activités humaines et qui tente d'élargir encore sa frontière jusqu'aux confins du vivant. Dès lors, hommes et ressources sont soumis à une exploitation toujours plus forte pour faire surgir de la valeur et de la plus-value. Tout doit devenir marchandise et l'organisation du travail ainsi que sa division sont tendues vers cet objectif. La généralisation des nouvelles techniques de l'information facilite la subsumption de la force de travail dans tous les instants de la vie au fur et à mesure que la connaissance devient un facteur décisif de la production de richesse.

Ces transformations du capitalisme à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e expliquent la floraison de théories se fixant pour objectif de réviser la théorie de Marx sur l'origine de la valeur et sa mesure. Pour les unes, le travail aurait cessé d'être la source de la valeur, laquelle proviendrait des externalités positives nées du savoir, nouvelle force productive. Pour d'autres, sa création serait désormais l'apanage des marchés financiers à l'ère de leur toute-puissance et de leur apparente autonomie par rapport à la sphère dite réelle. Dans ce cadre, les prophéties auto-réalisatrices auraient un effet performatif sur le long terme, bien au-delà des soubresauts erratiques quotidiens des cours des actifs financiers. La monnaie, richesse liquide par excellence, serait même le fruit d'un choix mimétique collectif des individus exprimant une confiance générale dans l'objet du désir commun, et cela sans aucun lien avec les rapports de production. D'autres encore préfèrent mettre l'accent sur la crise écologique rappelant que, sans les ressources naturelles, la base matérielle de la production disparaîtrait. La conclusion de cette dernière thèse est que la nature est la véritable source de la valeur économique. D'ailleurs, de nombreux programmes de recherche orthodoxes et aussi se présentant comme hétérodoxes se proposent de mesurer la « valeur économique des services rendus par la nature ». On comprend que le point commun de toutes ces théories est de considérer que la théorie dite de la valeur-travail de Marx est définitivement obsolète, si tant est qu'elle ait eu un jour, à leurs yeux, une validité.

Nous voudrions montrer ici que, au-delà des débats légitimes sur les questions « qu'est-ce que la richesse ? » et « qu'est-ce que la valeur ? », récurrentes dans l'histoire de la pensée et que les mutations du capitalisme font renaître périodiquement, la crise actuelle met à mal beaucoup d'échafaudages théoriques parce qu'ils ne peuvent en rendre compte véritablement. Au contraire, la crise retrouve une intelligibilité dès lors qu'on effectue un retour aux « fondements de la critique de l'économie politique » desquels Marx avait tiré sa « loi de la valeur ». Ce retour est nécessaire sur au moins trois chapitres : (1) l'importance de la connaissance dans la production modifie-t-elle la théorie de la valeur ? (2) le marché et la monnaie peuvent-ils être pensés en dehors des rapports sociaux dans lesquels ils s'inscrivent ? (3) l'écologie peut-elle prétendre au rang de nouveau paradigme si elle ne fait que ressusciter la physiocratie ? Sur chacun de ces points, il se pourrait bien que la critique de l'économie politique de Marx soit encore bien plus rigoureuse et opérationnelle que ces récentes théories pour comprendre la crise qui secoue le capitalisme mondial.

1. La connaissance dans le processus de production

Successivement, des auteurs comme Gorz, Postone, Kurz, Jappe, Vincent, Negri, ainsi que les représentants du courant du cognitivisme, ont entrepris de réinterpréter la théorie de Marx ou de s'en détacher. Ces travaux ont des objectifs différents. Les uns reprennent la critique du fétichisme appliquée notamment au travail et à la valeur. Les autres s'orientent plutôt vers une spécification du travail désigné comme « immatériel ». Mais beaucoup d'entre eux ont en commun, pour appréhender les mutations contemporaines du capitalisme, de se référer au célèbre passage des *Grundrisse* de Marx qui explique :

« Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. [...] La richesse réelle se manifeste plutôt – et c'est ce que dévoile la grande industrie – dans l'extraordinaire disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit, tout comme dans la discordance qualitative entre un travail réduit à une pure abstraction et la force du procès de travail qu'il contrôle. [...] Dans cette mutation ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. [...] Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage.¹ »

Notre thèse est que ce texte de Marx est l'objet de contresens fréquents, mais dont Marx est peut-être en partie responsable. André Gorz soutient que, dans ce qu'il appelle l'« économie de l'immatériel », la connaissance devient la « principale force productive² ». Et il développe l'idée suivante : « La dimension immatérielle des produits l'*emporte* sur leur réalité matérielle ; leur valeur symbolique, esthétique ou sociale, sur leur valeur d'usage pratique et, bien entendu, sur leur valeur d'échange qu'elle gomme.³ » S'il est vrai que toute marchandise représente une valeur d'usage à la fois matérielle et symbolique, la nouveauté de la période étant que l'aspect symbolique prend souvent le pas sur l'aspect matériel, la valeur d'usage ne peut pas l'*emporter* sur la valeur d'échange puisqu'elles appartiennent à deux registres différents et incommensurables : le premier est pratique ou symbolique, le second est économique. Cette confusion que l'on a l'habitude de trouver dans l'analyse économique néoclassique est donc commise par les penseurs du capitalisme cognitif qui prétendent être sur une posture critique, avec des balancements surprenants : « le lien entre « plus » et « mieux », entre « valeur » au (sens économique) et « richesse » se rompt », suivi de « la valeur d'usage [...] n'est pas mesurable⁴ ». S'il est sûr que le lien qualitatif se rompt, il ne faut pas chercher une rupture d'un lien quantitatif qui n'a jamais existé.

¹ K. Marx [1980], *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Paris, Éd. sociales, tome II, p. 192-193.

² A. Gorz [2003], *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, p. 13.

³ A. Gorz [2003], *L'immatériel, op. cit.*, p. 49, souligné par nous ; la même idée est reprise p. 63.

⁴ A. Gorz [2003], *L'immatériel, op. cit.*, p. 85 et 94.

Marx, suivant en cela Aristote, Smith et Ricardo, n'a cessé de répéter que richesse et valeur étaient distinctes, et que le travail n'était pas la seule source de richesse⁵ mais qu'il était la seule source de valeur. Les théoriciens du capitalisme cognitif confondent souvent les deux idées et en concluent que « face à l'émergence de la connaissance, la théorie marxienne de la valeur ne tient plus⁶ ». Ce genre d'affirmation part selon nous d'une mauvaise interprétation du texte de Marx ci-dessus. Marx parle de la distanciation de plus en plus grande entre le travail vivant et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, mais jamais il ne parle de distanciation entre travail et valeur. Au contraire, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la disparition du travail vivant – et pour Marx il s'agit d'une « proposition tautologique⁷ » – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, conforme à ladite loi de la valeur.

Mais Gorz a raison de faire remarquer⁸ qu'il arrive à Marx de parler indifféremment de richesse et de valeur, notamment quand celui-ci dit : « Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure... » Et Jacques Bidet a émis l'hypothèse que le passage des *Grundrisse* cité plus haut est « en deçà de Marx⁹ » car celui-ci n'aurait pas été encore, à l'époque de la rédaction de ce texte, en possession de sa théorie de la valeur. L'emploi de « richesse » pour « valeur » serait donc dû à une imprécision conceptuelle à ce stade de la réflexion de Marx. À sa décharge, Marx a-t-il sans doute en tête la contradiction du capital :

« Il [le capital] contribue ainsi, malgré lui, activement à la création des moyens du temps social disponible, tendant à réduire le temps de travail nécessaire pour la société tout entière à un minimum décroissant et à libérer ainsi le temps de tous aux fins de leur propre développement. Mais sa tendance est toujours de créer d'un côté du temps disponible, et, d'un autre côté, de le convertir en surtravail. S'il réussit trop bien dans la première entreprise, il souffre alors de surproduction et le travail nécessaire se trouve interrompu faute de ce que du surtravail puisse être valorisé par le capital. Plus cette contradiction se développe, plus il s'avère que la croissance des forces productives ne peut plus être enchaînée à l'appropriation de surtravail d'autrui, mais qu'il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail. Lorsqu'elle a fait cela – et que, par là, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire –, alors, d'un côté, le temps de travail nécessaire aura sa mesure dans les besoins de l'individu social, d'un autre côté, le développement de la force productive sociale croîtra si rapidement que, bien que la production soit désormais calculée pour la richesse de tous, le temps disponible de tous s'accroîtra. Car la richesse réelle est la force productive développée de tous les individus. Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse.¹⁰ »

C'est donc la dissociation entre valeur et richesse qui est au cœur de la contradiction du capital dont Marx avait vu aussi bien la possibilité des crises que les potentialités d'évolution émancipatrice : « Il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui est affecté.¹¹ »

⁵ « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme le dit William Petty. » K. Marx [1965], *Le Capital*, Livre I, 1867, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, p. 571.

⁶ A. Corsani [2003], « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », in C. Vercellone, (sous la dir. de), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 65.

⁷ K. Marx [1980], *Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 322.

⁸ A. Gorz [2003], *L'immatériel*, *op. cit.*, p. 75.

⁹ J. Bidet [1999], *Théorie générale*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 462.

¹⁰ K. Marx [1980], *Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 196.

¹¹ K. Marx [1980], *Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 194.

Le travail vivant est progressivement exclu du processus de production à mesure que les forces productives se développent. Ce phénomène est synonyme de l'augmentation de la productivité du travail et donc de l'abaissement des coûts de production et, à long terme, de la valeur des marchandises, évolution que renforce l'incorporation de connaissances de plus en plus grandes¹². Cette exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais en est l'expression même. D'ailleurs, à l'époque de la tertiarisation de l'économie, dans laquelle l'introduction de la connaissance joue un rôle important, les gains de productivité du travail se révèlent inférieurs à ce qu'ils étaient au temps de la primauté de l'industrie. On voit par là l'importance de la distinction entre l'accroissement de richesse et l'accroissement de valeur.

Michael Hardt et Antonio Negri ont considéré à tort, selon nous, comme synonymes « travail immatériel », « force de travail intellectuelle », « intelligence générale »¹³ : « Par le biais de l'informatisation de la production, le travail tend donc vers la position d'un travail abstrait.¹⁴ » Ne s'agit-il pas là d'un contresens sur le travail abstrait ? Pour Marx, le travail n'est pas rendu abstrait par le degré croissant d'immatérialité de la production. Il l'est par le fait que le marché valide une fraction du travail social à travers la vente de la marchandise et fait oublier ainsi les caractères particuliers des travaux singuliers effectués par les producteurs. C'est la définition même de la loi de la valeur selon Marx. Et le travail des ouvriers produisant des automobiles n'est pas moins rendu abstrait que le travail « informationnel » des techniciens de l'informatique lors de la vente des produits sur le marché capitaliste. Le travail est donc abstrait non par le caractère technique de la production mais par son caractère social.

Certains théoriciens du capitalisme cognitif n'ont alors pas d'autre issue que de déclarer que le travail ne produit plus la valeur qui « se forme principalement dans la circulation¹⁵ », et que l'exploitation de la force de travail disparaît par enchantement de la circulation du capital inhérente à l'économie de la connaissance. Pour eux, la conclusion s'impose : « La source de la richesse, c'est la circulation.¹⁶ »

Si certains considèrent que la loi de la valeur est « caduque¹⁷ » dans le champ de l'économie, nous disons au contraire qu'elle n'a jamais été aussi valide. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle Gorz¹⁸ n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels elle ne gouvernerait pas, mais dire que « [l'évolution présente] exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail¹⁹ » ne correspond à notre avis ni à l'esprit du texte de Marx ni à sa lettre et n'a sans doute pas grand sens. D'autre part, si « l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange²⁰ » au fur et à mesure que l'automatisation progresse, est pointé à juste titre par Marx, le fonctionnement interne de la

¹² Au fur et à mesure que les coûts unitaires de production et de reproduction s'amenuisent, la valeur tend vers zéro et on s'achemine vers la possibilité de la gratuité, la seule nouveauté étant que la règle de l'amortissement ne s'applique plus uniquement au travail mort contenu dans les équipements mais au travail de production et de transmission des connaissances qui peut être réparti dans un nombre quasi infini de produits finals.

¹³ M. Hardt, A. Negri [2000], *Empire*, Paris, Exils Éd., p. 55. Cette confusion rappelle étrangement celles auxquelles les économistes libéraux nous ont habitués : confusions entre travail et force de travail, entre valeur du produit du travail et valeur de la force de travail.

¹⁴ M. Hardt, A. Negri [2000], *Empire*, *op. cit.*, p. 357.

¹⁵ Y. Moulner Boutang [2010], *L'abeille et l'économiste*, Carnets Nord, p. 183.

¹⁶ Y. Moulner Boutang [2010], *L'abeille et l'économiste*, *op. cit.*, p. 221.

¹⁷ A. Gorz [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée, p. 148.

¹⁸ A. Gorz [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, *op. cit.*, p. 145.

¹⁹ A. Gorz [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, *op. cit.*, p. 148.

²⁰ K. Marx [1980], *Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 193.

loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social ne nous semble pas modifié comme le croient les théoriciens du cognitivisme. En outre, la thèse selon laquelle « l'économie du savoir a besoin de la finance moderne pour résoudre ses problèmes d'évaluation²¹ » signifierait que la finance (par définition, de marché dans le capitalisme d'aujourd'hui) serait capable d'évaluer les externalités positives (par définition, non évaluables par le marché) : on est proche ici d'une aporie, ou bien d'une tautologie puisque, entre deux crises boursières, les marchés financiers évaluent les entreprises à l'aune de leurs anticipations autorégulatrices.

Nous soutenons donc l'idée, contre beaucoup d'interprétations actuelles, que l'accumulation du capital entraîne une tendance à la dégénérescence de la valeur mais non une tendance à une dégénérescence de la *loi* de la valeur, c'est-à-dire non une dégénérescence du critère du travail social à l'intérieur de la loi. Le critère (le travail social) et la quantité (de travail social) doivent être pour cela absolument distingués. Sinon, puisque la loi de la valeur est l'expression d'un rapport social, de la disparition de la première ne pourrait résulter en effet que la disparition du second. L'obstacle qui gêne le capitalisme pour faire produire de la valeur et à la réaliser sur le marché est démultiplié par deux phénomènes : d'une part, l'épuisement des ressources naturelles, et, d'autre part, la difficulté inhérente à l'appropriation d'un « capital » de connaissances. C'est ce qui fait de la crise actuelle une crise majeure. Et, sur ce point, Gorz a raison de souligner « la difficulté intrinsèque à faire fonctionner le capital intangible comme un capital, à faire fonctionner le capitalisme dit cognitif comme un capitalisme » ; et d'ajouter : « le capitalisme dit cognitif *est* la crise du capitalisme²² » ou encore : « le "capitalisme cognitif" *est* la crise du capitalisme tout court²³ ».

Dans un livre trop hâtivement encensé à notre avis, Moishe Postone²⁴ a remis en cause le marxisme traditionnel qui se limite à « une critique du capitalisme *faite du point de vue du travail* » au lieu de faire « une critique *du* travail sous le capitalisme ». Selon lui, il ne faut pas attribuer une quelconque dimension anthropologique au travail et, au contraire, considérer que les catégories de travail et de valeur sont exclusivement attachées au capitalisme. Postone ainsi que les auteurs du groupe Krisis perpétuent l'assimilation entre capitalisme et marché et donnent une interprétation de Marx qui nous paraît confirmer l'hésitation, sinon l'erreur, de celui-ci : « la critique de l'économie politique du Marx tardif (mais aussi la *Critique du programme de Gotha*) démontre que tout changement social est vain s'il n'arrive pas abolir l'échange marchand²⁵ ». Cette affirmation nous semble pourtant confondre le mode marchand et le mode capitaliste qui figurent dans le Livre I du *Capital*. Dans le modèle théorique pur du capitalisme, tout est marchandise et la valeur est par définition exclusivement celle produite par la force de travail salariée, qui est « portée » (selon le mot de Marx) par l'un des deux caractères de la marchandise (sa valeur d'usage) et qui est finalement appropriée par le capital. Cependant, l'analyse d'une société concrète fait apparaître l'imbrication de différents types de rapports sociaux, l'un dominant et en extension, les autres mineurs ou en voie de disparition. Autrement dit, à un moment donné, une société n'est jamais un modèle pur. Une chose est de dire que « d'après Marx, la forme-marchandise et la loi de la valeur *ne se développent pleinement* que sous le capitalisme et elles en sont les déterminations

²¹ E.M. Mouhoud, D. Plihon [2009], *Le savoir et la finance, Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, Paris, La Découverte, p. 151.

²² A. Gorz [2003], *L'immatériel, op. cit.*, p. 55.

²³ A. Gorz [2003], *L'immatériel, op. cit.*, 47. Voir aussi A. Jappe, R. Kurtz [2003], *Les habits neufs de l'Empire, Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Éd. Lignes & Manifestes, Éd. Léo Scheer.

²⁴ M. Postone [2009], *Temps, travail et domination sociale*, 1993, Paris, Mille et une nuits. Pour un commentaire, J.M. Harribey [2009], « Ambivalence et dialectique du travail, Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4^e trimestre, p. 137-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-postone.pdf>.

²⁵ A. Jappe [2003], *Les aventures de la marchandise, Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, p. 19.

essentielles²⁶ », autre chose est d'en conclure qu'elles *n'existent* que sous le capitalisme. Si l'on fait suffisamment attention à la construction du *Capital*, on s'aperçoit de l'importance pour Marx de la distinction entre le rapport marchand en général (objet de la section I du Livre I : « Marchandise et monnaie ») et le rapport capitaliste (à partir de la section II), sa loi de la valeur étant celle de la production marchande, tandis que la production capitaliste est régie à la fois par la loi de la valeur et la relation capital/travail. Les catégories de processus de travail en général, inhérent à toute production des conditions d'existence humaine, de rapport marchand et de rapport capitaliste sont les trois niveaux d'abstraction auxquels se livre Marx.²⁷ Ne pas les reconnaître, à l'instar de Postone ou d'Anselm Jappe²⁸, comporte le risque de glissements conceptuels en cascade : sur le travail, à la fois catégorie anthropologique et socio-historique ; sur la valeur qui n'a pas à être cantonnée au capitalisme ; sur le marché qui n'est pas synonyme de capitalisme.

Ainsi, lorsque Marx évoque la société future débarrassée du capital, il n'élimine pas du tout la relation entre travail et valeur : « Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela.²⁹ » Ailleurs, il écrit pour aller dans le même sens : « Aucun type de société ne peut empêcher que, d'une manière ou d'une autre, le temps de travail de la société ne règle la production.³⁰ » Mais sa position est changeante : « Dans la société coopérative fondée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas du tout leurs produits ; de même, le travail incorporé dans ces produits n'apparaît pas ici *comme valeur* de ces produits, comme une qualité qu'ils possèdent ; en effet, contrairement à ce qui se passe dans la société capitaliste, où les travaux individuels ne prenaient d'existence qu'après un détour, ils existent désormais de façon immédiate, en tant que partie intégrante du travail total.³¹ » À notre avis, si Marx n'est ici ni convaincant, ni convaincu, cela renvoie à l'insuffisance de sa vision du marché, en tant que mode de coordination sociale, qui dépasse le capitalisme avec lequel Marx le confond trop rapidement.

2. Le marché, la monnaie et les rapports sociaux

Les caractères monétaire et marchand d'une société et l'existence de la monnaie, qui dépassent l'existence ou la domination du capitalisme, impliquent de reposer le problème de la valeur, de la monnaie et du marché autrement que la théorie traditionnelle le fait. Mais Marx nous laisse un message qui peut être interprété de manières différentes : d'un côté, à regarder rapidement l'exposé du premier chapitre du *Capital*, la monnaie semble être un équivalent général issu d'un passage progressif d'une forme de la valeur à une autre (du troc à la forme générale), et, de l'autre, la valeur ne peut avoir qu'une expression monétaire.

²⁶ M. Postone [2009], *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 198, souligné par nous.

²⁷ La question du travail, catégorie anthropologique et/ou historique, est très débattue au sein du marxisme. Voir par exemple A. Artous [2003], *Travail et émancipation sociale. Marx et le travail*, Paris, Syllepse ; T. Hai Hac [2003], *Relire Le Capital, Marx critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique*, Lausanne, Page deux.

²⁸ « Le travail est une réalité capitaliste » selon A. Jappe [2003], *Les aventures de la marchandise*, *op. cit.*, p. 118.

²⁹ K. Marx [1968], *Le Capital, Livre III*, 1894, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, p. 1457.

³⁰ Lettre à Engels, citée par M. Rubel, en note du *Capital*, Livre III, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, p. 1847.

³¹ K. Marx [1965], *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, *op. cit.*, p. 1418.

C'est cette ambivalence qui a paru suspecte aux yeux d'économistes contemporains ayant cherché, dans un cadre théorique institutionnaliste, à renouveler de fond en comble la conception de la monnaie, et qui les a conduits à rejeter la théorie de la valeur de Marx. Ainsi, poursuivant les travaux menés avec Michel Aglietta, André Orléan a proposé récemment une synthèse récusant tout caractère « substantialiste » de la valeur. À ses yeux, les théories de la valeur-travail et de la valeur-utilité « voient l'effet d'une "substance" ou qualité que les biens possèderaient en propre. Cette hypothèse que nous nommerons "substantielle" tend à "naturaliser" les rapports économiques. En accordant la primauté aux objets, elle construit une "économie des grandeurs" au détriment d'une "économie des relations". [...] L'hypothèse substantielle [...] avance une conception du monde marchand centrée sur les objets. Elle ne met qu'au second plan les rapports des acteurs entre eux dans la mesure où l'intelligibilité des faits économiques primordiaux, comme les prix et les volumes échangés, repose intégralement sur le calcul des valeurs.³² »

Or, pour Marx, l'analyse de la valeur s'inscrit dans le cadre de l'analyse de la marchandise, à l'intérieur d'un modèle abstrait, celui du mode marchand, qui servira ensuite de cadre général pour analyser le cas particulier mais devenu dominant du capital (« valeur en auto-accroissement »), qui ne peut lui-même être compris que comme un rapport social.

« Enfin, aucun objet ne peut être une *valeur* s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur³³. [...] C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même.³⁴ »

Cela invalide donc l'idée qu'il y aurait chez Marx une substance intrinsèque à l'objet, indépendamment des rapports sociaux et de son destin sur le marché. Cette réfutation de Marx est d'autant plus surprenante qu'Orléan reconnaît que « Marx souligne que la valeur est un fait social, produit spécifiquement par la séparation marchande, et en rien une grandeur "naturelle".³⁵ » Orléan est donc conduit à accuser Marx, à la suite de Cornelius Castoriadis³⁶, d'avoir une conception de la valeur incompatible avec sa thèse du fétichisme. Pourtant, un auteur comme Isaac Roubine, considéré comme une référence, récuse toute interprétation naturaliste du travail abstrait :

« Le concept de travail abstrait présuppose que le *procès au cours duquel le travail devient impersonnel et égalisé soit un procès unique au cours duquel le travail se trouve en même temps "socialisé"*, c'est-à-dire inclus dans la masse de travail social. Cette égalisation du travail peut se produire dans le procès de production direct *avant* l'échange, mais seulement mentalement et par anticipation. Dans la réalité, elle s'accomplit par l'intermédiaire de l'acte d'échange, par l'intermédiaire de l'égalisation (même si celle-ci se fait mentalement et par anticipation) du produit du travail considéré avec une somme

³² A. Orléan [2011], *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Paris, Seuil, p. 22 et 41.

³³ K. Marx [1965], *Le Capital, op. cit.*, p. 568.

³⁴ K. Marx [1965], *Le Capital, op. cit.*, p. 607.

³⁵ A. Orléan [2011], *L'empire de la valeur, op. cit.*, p. 42.

³⁶ Voir notamment C. Castoriadis [1978], « Valeur, Egalité, justice, politique, De Marx à Aristote et d'Aristote à nous », dans *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil. Pour un commentaire, J.M. Harribey [2009], « La lutte des classes hors sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1^{er} trimestre, p. 123-133, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/castoriadis-debat.pdf>.

d'argent donnée. Mais si cette égalisation précède l'échange, elle doit cependant se réaliser effectivement dans le processus d'échange réel.³⁷ »

Selon Marx, les biens s'échangent donc parce qu'ils contiennent (potentiellement en suivant Roubine) de la *valeur*, certes, mais ils s'échangent selon leur *valeur d'échange*. Le distinguo entre valeur et valeur d'échange, pas toujours présent d'ailleurs de manière claire dans l'œuvre de Marx, est subtil, mais il est susceptible d'éclairer la différence entre l'aspect qualitatif de la valeur (la forme sociale que revêt le produit du travail sanctionné par le marché) et son aspect quantitatif (sa grandeur sanctionnée à un certain niveau par le marché). Plus généralement, Marx considère que la valeur d'échange, le prix de production et le prix de marché sont des formes différentes d'un même phénomène, la valeur, qu'il rattache au travail social. Autrement dit, le fait que l'objectivation de la valeur abstraite ne puisse se réaliser sans une monnaie pré-existante n'implique pas logiquement une rupture entre la valeur et sa source, le travail. À notre sens donc, il n'y a pas besoin de supposer une caractéristique naturelle du travail et des objets pour retenir l'idée de substance sociale. « *L'égalité de travaux* qui diffèrent entièrement les uns des autres ne peut consister que dans une *abstraction de leur inégalité réelle*, que dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général, et c'est l'échange seul qui opère cette réduction en mettant en présence les uns des autres sur un pied d'égalité les produits des travaux les plus divers.³⁸ » S'il y avait un doute en lisant Marx quant à savoir si le produit du travail arrive déjà muni de sa substance sociale ou s'il ne l'acquiert que sur le marché, en aucun cas ce ne pourrait être considéré comme une substance naturelle, car les conditions de production sont toujours socialement construites et historiquement situées.

Ainsi, il convient de distinguer le *fait monétaire*, notamment le choix de tel bien comme monnaie, qui résulte de l'unanimité et de la validation politique dont il est l'objet, et la *hauteur* à laquelle les porteurs de marchandises sur le marché vont tenter de s'approprier la monnaie représentative de la richesse que la société considère comme telle. Les méandres des diverses formes de la valeur entre lesquels Marx nous fait voyager au début du *Capital* ne doivent pas être pris pour un déroulé chronologique historique ; ce sont simplement les étapes d'un raisonnement abstrait pour saisir l'essence du mode marchand et celui du mode capitaliste et, plus tard, dans la suite du *Capital*, pour comprendre la différence entre M-A-M' et A-M-A'. La forme de la valeur dite simple par Marx (20 mètres de toile = un habit) n'est donc pas une illustration du troc. Elle est une étape de l'abstraction qui mène à la compréhension des modes marchand et capitaliste.

La monnaie est élue équivalent universel parce qu'elle est garantie par la puissance publique, et elle n'est richesse par excellence, elle n'a donc elle-même de valeur que si, parallèlement, un travail productif est effectué. Comme la monnaie est un droit à valoir sur la production, il faut alors considérer que notre économie n'est pas une économie monétaire mais une économie monétaire de production, ainsi que l'ont exprimé avec des mots différents Marx, Keynes et, à l'insu de tous, Kalecki³⁹. En abandonnant toute théorie de la valeur fondée sur le travail, on ne peut voir dans les excès de la finance qu'un phénomène uniquement auto-référentiel qui s'entretiendrait de lui-même sans aucun lien avec ce qui se déroule dans la production. Cette croyance empêche de voir la crise globale actuelle comme une crise de l'ordre social imposé par le capital dont la suraccumulation est une tendance revenant régulièrement. Cette croyance conduisait naguère Aglietta, au sujet des retraites, à croire que

³⁷ I.I. Roubine [2009], *Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, 1924, Paris, Syllepse, p. 191.

³⁸ K. Marx [1965], *Le Capital*, op. cit., p. 607.

³⁹ On ne peut que recommander aux économistes chevronnés comme débutants la lecture du livre de L. Cordonnier [2009], *L'économie des Toambapiks, Une fable qui n'a rien d'une fiction*, Paris, Raisons d'agir. Pour une présentation de cette remarquable synthèse pédagogique des trois auteurs cités, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/04/04/lire-un-vrai-livre-deconomie>.

« la finance était capable de transférer dans le temps des richesses réelles ». La finance est seulement capable de transférer dans le temps la *propriété* des richesses. Encore faut-il que celles-ci soient produites.

Le danger de l'illusion de l'autonomie de la finance est de penser que ce sont les croyances qui vont façonner les fondamentaux, alors que la détermination des croyances elles-mêmes est renvoyée dans un monde éthéré. Ce monde est un monde enchanté parce que le capital y aurait la capacité de « se » valoriser tout seul.

La crise financière qui a éclaté aux États-Unis en 2007 à partir des crédits hypothécaires *subprimes* entre-t-elle dans le cadre des catégories de Marx ? Non, dira-t-on, si l'on s'en tient à une description des mécanismes financiers dont la sophistication n'a d'égale que leur capacité à engendrer des catastrophes foudroyantes parce que des techniques comme la titrisation ou des structures telles que les marchés de produits dérivés ont engendré les seuls effets qu'on pouvait en attendre : une spéculation sans bornes et, au final, l'effondrement boursier. Mais la réponse est tout autre si l'on relie la financiarisation à l'instauration d'un nouvel ordre social, c'est-à-dire à la destruction d'un type de rapport salarial entouré d'un droit du travail et d'une protection sociale et à son remplacement par un autre type de rapport fait de précarité et de flexibilité. Le délabrement de la condition salariale dans le dernier quart du XX^e siècle et le début du XXI^e a été le terreau de l'enrichissement faramineux des classes possédantes. Dans une spirale qui semblait ne pas avoir de fin, celui-ci a permis l'expansion d'un mode d'accumulation financière qui croyait pouvoir planer perpétuellement dans un monde virtuel, en vertu d'un miracle autoréférentiel s'affranchissant de tout contact avec la réalité. Hélas, pour les heureux capitalistes et leurs mandataires banquiers et financiers, ce modèle a explosé parce que la finance ne pouvait vivre continuellement hors-sol, l'exploitation de la force de travail ayant une limite. Le fétichisme de la finance est ainsi mis au grand jour dans les termes mêmes où Marx les avait prononcés en parlant du capital fictif⁴⁰.

Le fait que le taux de rendement du capital, ou rentabilité financière, soit devenu une exigence *a priori* a pour conséquence de faire s'aligner la rentabilité économique sur la première, comme une sorte d'« obligation de résultat »⁴¹ qui s'exprime vis-à-vis de l'entreprise qui n'a plus d'autre choix que de se retourner contre ses salariés. Le risque est donc assumé finalement par ces derniers. La « déconnexion entre les niveaux de risque et rendement »⁴² pour les détenteurs de capitaux est indéniable, mais elle ne doit pas à notre sens être assimilée à une déconnexion entre l'obtention de valeur pour eux et l'activité productive. Ce qui « s'évanouit » ou « part en fumée », selon les expressions consacrées, lorsqu'une bulle éclate, ce n'est pas de la richesse « massivement créée par le marché »⁴³, ni même de la valeur, qui disparaît, c'est le grossissement précédent du capital fictif. Et on peut avancer l'hypothèse que, au-delà des apparences ou des phénomènes purement mimétiques, la crise de l'accumulation financière ne soit que l'expression exacerbée de la difficulté à produire et à réaliser de la valeur. Dit encore autrement, il n'y a pas, sur le plan macroéconomique et à long terme, de plus-value financière sans plus-value réelle. Sans théorie de la valeur, y a-t-il encore une théorie de l'exploitation possible ? Frédéric Lordon est allé au bout de cette logique qui

⁴⁰ K. Marx [1968], *Le Capital*, Livre III, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, p. 1193-1195.

⁴¹ D. Baudru, F. Morin [1999], « Gestion institutionnelle et crise financière, Une gestion spéculative du risque », dans Conseil d'Analyse Economique, *Architecture financière internationale*, Rapport n° 18, p. 151-169, ici p. 159.

⁴² D. Baudru, F. Morin [1999], *op. cit.*, p. 159.

⁴³ A. Orléan [2011], *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 302.

est à notre avis une impasse : à la plus-value, il a substitué l'« exploitation passionnelle⁴⁴ ». Dès lors, la classe prolétaire se dilue dans les « mécontents », et, puisque le travail n'est plus au fondement de la création de valeur, c'est « le désir qui, investissant les objets, les constitue en valeur ». Or l'erreur de cette approche est de ne pas voir les deux réalités dont la rencontre va valider leur reconnaissance simultanée : d'un côté, le désir pousse les individus à *vouloir la valeur*, de l'autre, *la formation de la valeur reflète les conditions socio-techniques de production de l'objet du désir*. C'est ainsi qu'on ne peut se contenter d'une vision de la crise comme le simple résultat de la démesure humaine.

3. La valeur de la nature et la crise écologique

La crise systémique actuelle porte à un point encore plus élevé les contradictions qu'avait déjà repérées André Gorz lors de la crise précédente de la fin des années 1960 et du début des années 1970 : « Nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction des ressources naturelles.⁴⁵ » Il s'agit donc d'une crise de la production et de la réalisation de plus-value pour le capital, dont les conséquences dramatiques vont au-delà de ce à quoi le capitalisme nous avait habitués puisque les conditions de survie de l'humanité sont aujourd'hui en cause. Pour tenter de sortir de cette impasse, le capitalisme cherche à « valoriser » le vivant et la nature, entendons « valoriser le capital utilisant le vivant et la nature ».

Dans toutes les instances internationales s'est développé un discours sur la « valeur de la nature », par exemple lors de la Conférence des parties sur la biodiversité qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010. Et, dans le rapport de l'Union européenne de 2008 dirigé par Pavan Sukhdev, la notion clé est également celle de la « valeur des services rendus par les écosystèmes »⁴⁶. La préface de ce rapport débute ainsi : « Tout ce qui est très utile (l'eau, par exemple) n'a pas nécessairement une valeur élevée et tout ce qui a beaucoup de valeur (par exemple, un diamant) n'est pas forcément très utile. Cet exemple illustre non pas un mais deux importants défis d'apprentissage auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Tout d'abord, nous en sommes encore à apprendre la "nature de la valeur", à mesure que nous élargissons notre concept de "capital" pour englober le capital humain, le capital social et le capital naturel. En reconnaissant l'existence de ces autres formes de "capital" et en cherchant à les accroître ou les préserver, nous nous rapprochons de la durabilité. Par ailleurs, nous nous efforçons toujours de découvrir la "valeur de la nature". La nature est une source de valeur importante au quotidien mais il n'en demeure pas moins qu'elle n'apparaît guère sur les marchés, échappe à la tarification et représente un défi pour ce qui est de l'évaluation. Nous sommes en train de nous apercevoir que cette absence d'évaluation constitue une cause sous-jacente de la dégradation observée des écosystèmes et de la perte de biodiversité.⁴⁷ »

⁴⁴ Voir J.M. Harribey [2011], « Marx et Spinoza, le mariage de l'année ?, Note de lecture du livre de Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza* », 2010, Paris, La Fabrique, *Revue de la régulation*, 1^{er} semestre, <http://regulation.revues.org/index9110.html>.

⁴⁵ A. Gorz, *Écologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 29-35.

⁴⁶ Cette notion fut inaugurée par une étude de R. Costanza (et al.) [1997], « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai, p. 253-260. Elle est répliquée inlassablement depuis : ainsi, É. Laurent [2011], *Social-écologie*, Paris, Flammarion, p. 72, écrit qu'au sein de la richesse des nations, le capital naturel représente « 44 trillions de dollars » au titre de « la valeur commerciale des terres cultivées, des forêts, des minéraux et de l'énergie du monde ».

⁴⁷ « L'économie des écosystèmes et de la biodiversité », 2008, http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf, p. 4. Le fameux paradoxe

Cette démarche croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Ce parti pris conceptuel a une portée catastrophique : si tout peut être *économiquement évalué*, alors tout peut être considéré comme du capital. Ainsi, les économistes libéraux néoclassiques considèrent que le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel sont additionnables puisqu'ils relèvent d'une procédure de calcul analogue.

On voit le tour de passe-passe qui se déroule en plusieurs phases. *Primo*, on décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est, dit-on, capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. *Deuzio*, on assimile une mesure (contestable) de la valeur d'un stock au flux de « services rendus par les écosystèmes ». *Tertio*, on affirme que, puisqu'on connaît désormais la « valeur des services rendus par les écosystèmes », on peut mieux les protéger puisqu'on mesure la « valeur de la nature ». La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi avait utilisé la même rhétorique pour avaliser le nouvel indicateur phare de la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, et accrédiiter l'idée qu'on disposait ainsi d'une nouvelle mesure du progrès et du bien-être, plus élaborée que le fruste PIB.⁴⁸

Cette approche conduit tout droit aux politiques de marchandisation de la nature et elle enlève une grande partie de leur pertinence aux critiques qui ne rompent pas radicalement avec la croyance que l'on peut rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents. On est donc renvoyé à un stade de pensée pré-aristotélicien. Il s'ensuit que l'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable.

Un exemple récent permet d'illustrer la discussion théorique précédente. Un article du *Monde* du 20 avril 2011 portant sur « Le coût de la disparition des chauves-souris américaines se chiffre en milliards de dollars », rapportait une étude scientifique parue le 1^{er} avril dans *Science* : une maladie due à un champignon décime les chauves-souris nord-américaines, au point de menacer sérieusement la capacité de cette espèce à jouer un rôle d'insecticide et de pollinisateur. Les conséquences économiques ont été évaluées : par l'action de ces chauves-souris, 22,9 milliards de dollars d'insecticides chimiques seraient économisés par an, sans compter les effets sur la santé et l'environnement. Aussitôt, la tentation est grande de déduire de la valeur économique des dégâts évités celle des auteurs de l'évitement, en l'occurrence ici la valeur des chauves-souris ou la valeur des services économiques rendus par ces petites bêtes. Et l'on peut ensuite glisser à l'idée que ces 22,9 milliards de dollars représenteraient la valeur des chauves-souris dans les fonctions qu'elles remplissent pour l'économie, ce qui serait un bon argument pour les protéger.

Mais c'est une voie sans issue. Les chauves-souris, les biens naturels, la nature elle-même, pas plus que le lait maternel, n'ont de valeur économique intrinsèque. Cette notion a été inventée au milieu du XX^e siècle par les économistes néoclassiques quand ils ont soudain fait mine de se soucier d'environnement. Or la « valeur » de la nature appartient à un autre registre que l'économie. Derrière l'exemple des chauves-souris, ressurgissent donc 1) l'impossibilité de rendre commensurables l'utilité de la chauve-souris et la valeur marchande des insecticides évités, 2) la vacuité de la notion de valeur économique intrinsèque

de l'eau et du diamant, posé par Adam Smith, avait été autrement résolu par lui : à son époque, il n'y avait que très peu de travail à accomplir pour obtenir de l'eau, au contraire du diamant.

⁴⁸ Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi [2009], *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus et Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, deux volumes, Paris, O. Jacob. Voir J.M. Harribey [2010], « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1er semestre, p.63-82, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

de la nature, et 3) au contraire la nécessité de maintenir la distinction irréductible entre la valeur d'usage des choses et leur valeur d'échange. *A fortiori*, la « valeur » des êtres vivants ne peut être réduite à un quantum de monnaie.

De plus, à supposer que l'idée de mesurer la valeur des chauve-souris par les sommes économisées annuellement ait un sens, elle comporte une confusion entre stock et flux, entre patrimoine et revenu : s'il était vrai que les 22,9 milliards représentaient les services annuels rendus par les chauves-souris, cela ne pourrait pas correspondre à la valeur d'un patrimoine, d'une richesse qui ne s'éteint pas après une année.

Des chauves-souris, on passe à la biodiversité dans son ensemble. Là encore, les études abondent⁴⁹ pour dire que, autre exemple, les abeilles contribuent pour 153 milliards de dollars à la production agricole mondiale annuelle (190 milliards pour tous les insectes pollinisateurs), non pas par la valeur de leur miel mais par leur action pollinisatrice. Et il existe même une Banque du capital naturel (Bank of Natural Capital⁵⁰) qui se propose d'« évaluer le non évaluable », au motif qu'« on ne peut pas gérer ce qu'on ne mesure pas », et qu'il faut donc « mettre la nature dans l'équation ».

Nous en concluons que, à l'opposé des affirmations d'un certain courant de l'écologie politique plutôt néophysiocrate, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*. Il y a donc ici cinq niveaux de compréhension :

- les ressources naturelles sont des richesses ;
- elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si l'on ne va pas le chercher ; les rentes de monopoles éventuelles, parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource, sont une fraction du surplus social né du travail productif) ;
- elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ;
- si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de *valeurs* qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique ; pour le dire d'une phrase : *les valeurs* influencent nos choix, mais ce ne sont pas ces valeurs-là qu'on mesure ;
- la crise écologique ne reflète pas l'inadéquation de la loi de la valeur de Marx, elle traduit au contraire la tentative désespérée du capitalisme à soumettre à cette loi l'ensemble de la vie humaine et de la biosphère.

La crise que traverse le capitalisme mondialisé est à la fois classique et inédite. Classique parce qu'elle est une crise de suraccumulation du capital, avec ce que cela signifie en termes de surproduction, de baisse du taux de profit qui revient régulièrement et qui n'est contrecarrée que par un renforcement du taux de plus-value ou par une extension du champ du capital, d'instabilité financière, d'incapacité du système à satisfaire les besoins humains et d'aggravation des inégalités.⁵¹ Inédite parce que cette crise de suraccumulation se déroule sur

⁴⁹ Notamment le rapport du TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) présenté à la Convention sur la biodiversité de l'ONU à Nagoya en octobre 2010, <http://www.teebweb.org/Portals/25/Documents/TEEB%20for%20Business/TEEB%20for%20Bus%20Exec%20French.pdf>.

⁵⁰ <http://bankofnaturalcapital.com>.

⁵¹ Nous laissons volontairement de côté ici toutes les discussions concernant ces évolutions et renvoyons notamment le lecteur aux travaux de Michel Husson [2008], *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page Deux.

fond d'incapacité de plus en plus grande à faire reculer les limites physiques de la planète. La crise actuelle porte à un point encore plus élevé les contradictions qui avaient déjà surgi lors de la crise précédente des années 1960-1970.

Il s'agit donc d'une crise de la production et de la réalisation de *valeur pour le capital* (la plus-value), dont les conséquences dramatiques vont au-delà de ce à quoi le capitalisme nous avait habitués puisque les conditions de survie de l'humanité sont aujourd'hui en cause. On comprend alors aisément que, pour sortir de cette impasse, le capitalisme tente d'élargir la sphère de la marchandise jusqu'au domaine des connaissances, du vivant et de la nature. Et pour cela, il lui faut « valoriser » les connaissances, le vivant et la nature, entendons « valoriser le capital utilisant les connaissances, le vivant et la nature ». Cette tentative bouleverse les conceptions dominantes de l'économie et oblige à revenir aux sources mêmes de l'économie politique et de sa critique.